

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE  
ET CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP  
(CÔTES-D'ARMOR)  
(26 octobre 1982)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1983,  
*Journal officiel* du 29 mars 1983)

**Arrêté du 17 juin 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture, d'élevage et de cultures légumières de plein champ du département des Côtes-d'Armor**

NOR : AGRF0501404A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14, R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 15 mars 1983 portant extension de la convention collective de travail du 26 octobre 1982 concernant les exploitations de polyculture, d'élevage et de cultures légumières de plein champ du département des Côtes-d'Armor et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 7 janvier 2005 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 30 avril 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 75 du 7 janvier 2005 à la convention collective de travail du 26 octobre 1982 concernant les exploitations de polyculture, d'élevage et de culture légumières de plein champ du département

des Côtes-d'Armor sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 26 octobre 1982 précitée.

## Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail  
chargé de la sous-direction  
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/11 en date du 16 avril 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26 rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.